

Annale 2014 – Les devoirs à la maison

➤ Corrigé de l'exposé

• Travail préalable

1. Analyser le sujet

- Thème : les devoirs à la maison.
- Trois questions sont posées. La première consiste à dresser l'état des lieux et à faire apparaître une distorsion entre ce que les enseignants ont le droit de faire concernant les devoirs (les préconisations, les textes) et ce qu'ils font réellement (les pratiques effectives). La seconde question demande de développer les conséquences de la pratique des devoirs à la maison, qu'elle qualifie de « risques » puis de proposer des remédiations. Enfin, la troisième se veut ouvrir le débat sur l'accompagnement scolaire. Implicitement cette question a pour ambition de pointer en quoi l'accompagnement scolaire peut permettre d'éviter les dérives constatées précédemment.
- Quatre textes courts : un article extrait du Point qui fait l'état des lieux de la pratique des devoirs et aborde quelques risques, un document institutionnel émanant du HCEE (haut conseil de l'éducation et de l'évaluation) qui vise les mêmes objectifs, un extrait d'un guide édité par le ministère de l'Éducation nationale à destination des parents et dispensant des conseils pour le suivi du travail à la maison, et enfin une réflexion d'un pédagogue très connu à propos du travail à la maison qui servira surtout pour répondre à la deuxième question. Deux textes d'auteurs, deux textes institutionnels : le corpus est équilibré. Ces quatre textes sont courts, d'accès facile. Le décryptage du corpus ne doit pas poser de problème et sera rapide.

Remarque

Créé en 2000, le Haut conseil de l'éducation et de l'évaluation n'existe plus depuis novembre 2005, remplacé par le Haut conseil de l'éducation doté d'une compétence consultative sur le socle des savoirs indispensables, les programmes et l'évaluation des résultats. Ce Haut conseil de l'éducation a lui-même été remplacé par le Conseil supérieur des programmes créé par la loi du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République.

- Au bilan, ce sujet le traitement de ce sujet prend beaucoup appui sur le corpus de texte et vos apports personnels ne seront pas très développés hormis la réponse à la troisième question.

2. Analyser le dossier en lien avec les questions posées

Texte 1

Introduction :

- Le principe érigé en objectif : la suppression des devoirs à la maison et même du travail à la maison (nécessité de clarifier la distinction entre devoirs et travail à la maison). Objectif qualifié de « révolutionnaire » → à utiliser pour la question 1
- Rappel historique : les devoirs à la maison sont interdits depuis 1956 mais cette loi n'a jamais été appliquée → à utiliser pour la question 1 ou l'introduction

Puis récapitulatifs des raisons :

- Principe d'égalité des chances : face aux devoirs les familles ne luttent pas à armes égales (cours particuliers notamment) d'où le rappel de Patrick Rayou : il en va de « l'équité entre les élèves de différentes classes sociales » → à utiliser pour la question 2 (risques)
- autre argument : inefficacité de ce travail à la maison, les enseignants ne pouvant jouer leur rôle d'étayage → à utiliser pour la question 2 (risques)

D'où le principe énoncé clairement : les devoirs doivent se faire à l'école « encadrés par les enseignants, ou par du personnel formé » → à utiliser pour la question 2 (remédiation)

Et pourtant cette pratique perdure car la demande sociale est forte de la part :

- des parents pour qui les devoirs à la maison sont un moyen de savoir ce qui se passe à l'école et un levier d'action sur l'école,
- du monde de l'économie « parascolaire » pour qui le travail à la maison représente une manne financière,
- les enseignants relayant ces demandes pour ne pas être déjugés.
→ à utiliser pour la question 1 (pour quelles raisons ?)

Texte 2

- En préambule il est bien rappelé l'importance de la phase d'appropriation et des exercices individuels dans les apprentissages. → à utiliser pour la question 2 (remédiation)
- Une demande : que des clarifications explicites soient apportées par les textes d'accompagnement des programmes à propos de l'accompagnement scolaire et notamment pour la question des devoirs et des leçons à la maison afin que les enseignants s'y réfèrent et les appliquent. → à utiliser pour la question 2 (remédiations)
- L'enjeu pointé par le HCCE est l'équité du système éducatif d'où une prise de position claire et ferme : « le Haut Conseil considère qu'il ne faut pas tolérer plus longtemps des dérives qui entretiennent, voire creusent, les inégalités ». → à utiliser pour la question 2 (risques et remédiations)
- Tout comme le texte 1, le HCEE pointe les dérives de la marchandisation de l'accompagnement scolaire et le fait que les familles à revenu modestes sont perdantes. → à utiliser pour la question 2 (risques)
- Au bilan, les phases d'appropriation et d'entraînement font partie de la mission de l'école et doivent se passer en classe ou en dehors de la classe mais à l'école avec des personnels compétents. On ne peut se délester de ces moments essentiels de l'apprentissage sur le travail à la maison. Le HCEE insiste sur la prise en compte à l'école et en classe des « savoir-faire, de techniques, de méthodes pour apprendre, mémoriser » à l'école : il faut faire apprendre à apprendre. → à utiliser pour la question 2 (remédiation)

Texte 3

Liste des tâches qu'on peut demander à la maison : un enseignant peut donner à ses élèves un travail oral (lecture ou recherche par exemple) ou des leçons, des textes à mémoriser à la maison. → à utiliser pour la question 1

En quoi ce travail à la maison pose souci aux parents :

- Contrainte quotidienne chronophage et fastidieuse
- Les parents peuvent se sentir eux-mêmes en « difficulté » face à ce qui est demandé
- Les devoirs sont potentiellement une source de conflits entre parents et enfants,
- les parents risquent de ne pas parvenir à se maîtriser en cas de non réussite
→ à utiliser pour la question 2 (risques)

Un rappel de l'importance du travail personnel : « la régularité de l'entraînement permet de fixer les connaissances, de mémoriser ; le travail personnel demandé à l'enfant permet à ceux qui accompagnent sa scolarité de suivre ce qui est fait à l'école et d'observer où en est l'enfant : il constitue un lien entre les familles et l'école. » → à utiliser pour les questions 1 et 2.

Des conseils → à utiliser éventuellement pour la conclusion

- mettre en place un cadre structurant pour les devoirs : ritualisation (heures, lieu, modalités)
- pas de surcharge, de surenchère : ne pas ajouter de travail à ce qui est demandé par l'enseignant, vacances = repos sauf les 15 derniers jours des grandes vacances
- mettre en place structurant en veillant à faire percevoir à l'enfant la cohérence entre le travail scolaire et le travail à la maison : nécessité d'une concertation et d'une collaboration parents/enseignants (participer aux réunions, respecter les demandes matérielles de l'enseignants, lever les incompréhensions, lever les implicites et échanger entre parents et enseignants sans faire de l'enfant un otage des incompréhensions : les adultes doivent les régler entre eux)
- rassurer, dédramatiser (notamment reconnaître le droit à l'erreur) : user de bienveillance, attitude positive.

Texte 4

Introduction.

La thématique est « sensible » et cristallise les passions car révélatrice des tensions entre école et famille qui n'y mettent pas les mêmes enjeux (collectif, bien commun pour l'école, individualisme, destinée de son enfant pour la famille). → à utiliser pour la question 1

Puis liste des problèmes liés à la pratique des devoirs. En ce qui concerne l'école :

- Meirieu souligne que la journée est déjà longue et pointe l'équilibre de vie pour l'élève. → à utiliser pour la question 2 (risques)
- Il aborde la nature de ce qui est demandé et explique que les familles ne sont pas outillées de la même manière pour assurer le suivi d'où le risque de renforcement des inégalités. → à utiliser pour la question 2 (risques)
- Il insiste sur le fait que c'est à l'école que l'élève doit apprendre à travailler. Il pose un principe intangible : « tout ce qui est proposé comme travail personnel "à la maison" doit avoir fait l'objet d'un apprentissage méthodique en classe sous le contrôle de l'enseignant ». C'est à cette seule condition que le travail à la maison « hors tutelle de l'enseignant » est acceptable dans la

limite de ce qui est raisonnable en termes de temps consacré. → à utiliser pour la question 2 (remédiation)

- Car les parents sont demandeurs de devoirs à la maison. Selon Meirieu s'ils le sont tellement cela traduit un « déficit d'outils et de situations de communication » et un échec de la co-éducation. → à utiliser éventuellement pour la question 1 ou la conclusion

3. Remobiliser ses connaissances pour clarifier les notions et compléter le propos

« Brainstorming » des concepts, notions et connaissances pouvant être exploités :

Fiche de référence : fiche 11

- L'école et ses finalités, pourquoi l'école et la famille sont intimement liées dans la socialisation (fiche 3, partie 2) → à utiliser pour la question 3
- Des éléments sur le partenariat école-famille (notamment d'autres manières d'informer les parents du travail en classe que de leur faire assurer le suivi des devoirs : travail autour du livret scolaire, du carnet de liaison, des réunions – voir fiche 11- ; éléments sur les influences familiales sur la réussite scolaire : voir Info +, fiche 11...) → à utiliser éventuellement pour la question 2 (risques), la question 3 ; en conclusion ou à garder en mémoire pour l'entretien.
- Références sociologiques (à réinvestir selon vos propres connaissances : théories de la reproduction, famille et réussite scolaire –voir info + fiche 11 : rapports à l'école...) → à utiliser éventuellement pour la question 2 (risques) ou à garder en mémoire pour l'entretien.
- Notion de co-éducation (fiche 11, info +) → à utiliser pour la question 3 ou la conclusion
- Clarification sur les processus d'apprentissage (fiche 12) : qu'est-ce qu'apprendre ?; les différentes étapes (acquisition, aisance, rétention, transfert, application → à utiliser pour la question 2
- Rôle d'étayage de l'adulte (voir Foucher, Concours Professeur des écoles - Épreuve écrite de Français) → à utiliser pour la question 2
- Observations personnelles liées à vos stages (que demandait l'enseignant de la classe en termes de travail à la maison ? Distinguer en fonction du niveau de classe observée). → à utiliser pour la question 1
- Les APC (voir Info +, fiche 12) → à utiliser pour la question 3

4. Structurer les axes de réponse

Question 1

La question est du type « quoi » / « pourquoi ». Elle est découpée en sous questions dont l'enchaînement est cohérent :

- d'abord les pratiques effectives : « la place que les devoirs tiennent à l'école primaire »
- puis les injonctions officielles : « celle qu'ils devraient avoir »
- enfin, une fois ces phases descriptives opérées, une tentative d'interprétation des distorsions : « Pourquoi un tel écart ? ».

Procéder dans cet ordre semble cohérent. On pourrait aussi inverser les deux premières sous-parties et commencer par les injonctions, puis les pratiques et enfin le « pourquoi ».

Question 2

Après le « quoi » / « pourquoi », logiquement, la seconde question aborde deux points de la problématique : « conséquences » / « remédiation ».

Il est logique de commencer par les risques puis ensuite de développer les remédiations.

Pour chacune de ces sous-parties, il suffit de structurer quelques idées phares de réponse. Commencez par les idées présentes dans les textes puis, si vous en trouvez, abordez une ou deux autres conséquences.

Question 3

La question est circonscrite et très factuelle : il s'agit simplement de lister les différents dispositifs d'accompagnement scolaire, de les présenter et de les expliquer dans les grandes lignes.

- **Exposé du candidat**

[Introduction]

Commencez par une « accroche ». Le rappel historique opéré dans le texte 1 semble tout à fait à propos pour une introduction.

Le premier texte du dossier le rappelle : les devoirs à la maison sont interdits depuis 1956. Mais cette loi n'a jamais été appliquée. C'est bien parce que l'interdiction est renouvelée régulièrement par l'Education nationale, répétée par les inspecteurs, les instances consultatives dont le HCEE dont est issu le second texte, les ministres successifs,... alors que la pratique semble immuable, que la pratique des devoirs à la maison à l'école primaire pose problème. L'objet de ce dossier est donc d'interroger le travail ou les devoirs à la maison.

[On essaye ensuite de « problématiser » les questions posées c'est-à-dire de tenter d'en faire apparaître la logique et la progressivité. Il suffit de reprendre l'analyse des questions opérée en travail préalable]

La première question consiste à dresser l'état des lieux et à faire apparaître une distorsion entre ce que les enseignants ont le droit de faire concernant les devoirs et ce qu'ils font réellement. Il s'agit aussi de tenter d'expliquer ce décalage entre les préconisations et les pratiques réelles. La seconde question demande de développer les conséquences de la pratique des devoirs à la maison, qu'elle qualifie de « risques » puis de proposer des remédiations. Enfin, la troisième se veut ouvrir le débat en spécifiant les dispositifs de l'accompagnement scolaire.

[On présente très rapidement le corpus]

Quatre textes permettent d'appuyer le propos : deux institutionnels, un rapport du HCEE et un guide à destination des parents proposé par le MEN, un article d'un hebdomadaire, Le Point et un extrait de la contribution de Philippe Meirieu au débat.

[Réponse à la première question]

[Première partie : pratiques réelles versus injonctions ministérielles. Utilisez les idées des textes mais pensez à émailler de vos propres observations et d'ajouter vos connaissances personnelles]

Je vais aborder la première question : la place des devoirs et du travail à la maison.

Il n'est pas rare qu'un enseignant demande à des élèves de CM2, de finir à la maison la rédaction commencée en classe, de produire un texte écrit, de remplir un questionnaire sur un texte littéraire, de faire l'exercice N° « X » du fichier de mathématique... Ces exemples relèvent, en mon sens, de ce qu'on pourrait dénommer « devoir à la maison ». Par devoir à la maison on peut donc entendre des travaux écrits. Solliciter de tels travaux écrits n'est pas chose rare. J'ai pu constater

que de nombreux enseignants y avaient recours et ce surtout au cycle 3 mais parfois même au CP ou CE1.

Et pourtant il est interdit de donner à faire un travail écrit à la maison à des élèves. Les différents textes de ce dossier le rappellent.

Par contre, un enseignant peut donner à ses élèves un travail oral à faire à la maison. Le troisième texte liste ainsi les tâches qu'on peut demander à la maison. Un enseignant peut donner à ses élèves un travail oral, de mémorisation, une lecture ou une recherche. Il peut donc donner des leçons à apprendre, des textes à mémoriser (un poème, une chanson, une comptine), les tables de multiplication à réviser, des recherches documentaires à effectuer...

J'ajoute que tout travail à la maison doit faire l'objet d'une vérification par l'enseignant. Enfin j'ai souvenir de circulaires qui encourageaient les enseignants à la mesure. Ils doivent veiller à limiter ce travail à la maison pour que les élèves de l'école primaire, qui ont déjà l'une des journées les plus chargée au monde, ne se trouvent pas en situation de surcharge.

[Deuxième partie : interprétation de ce hiatus]

Malgré la constance des textes officiels, de nombreux enseignants continuent de donner des devoirs écrits à l'école primaire. On constate donc une distorsion entre ce qui est permis et ce qui est parfois fait... Comment expliquer que ces interdictions répétées soient si peu prises en compte ?

Meirieu, dans l'introduction de son texte, indique que la thématique est « sensible » et cristallise les passions car révélatrice des tensions entre école et famille qui n'y mettent pas les mêmes enjeux : un enjeu collectif, de construction du « bien commun » pour l'école, des enjeux individualistes focalisés sur la destinée de son enfant pour la famille.

Le rédacteur de l'article du Point tout comme Meirieu avancent l'idée que si cette pratique perdure c'est qu'il y a une demande sociale forte de la part des parents pour qui les devoirs à la maison sont un moyen de savoir ce qui se passe à l'école et un levier d'action sur l'école. Une question récurrente de la part des parents est effectivement de demander à leur enfant : « Tu as fait tes devoirs ? ».

Louise Cueno complète en indiquant que des pressions viennent aussi du monde de l'économie « parascolaire » pour qui le travail à la maison représente une manne financière. Enfin, elle indique que les enseignants relayent ces demandes pour ne pas être déjugés. Une enseignante m'expliquait ainsi que si on ne donne pas de devoirs, on est catalogué « mauvais prof » par de nombreux parents.

Il me semble aussi que certains enseignants peuvent penser que vu la lourdeur des programmes ils doivent « rentabiliser » le temps scolaire en le consacrant aux apprentissages des notions nouvelles. Ils ne peuvent dès lors consacrer une place suffisante aux exercices, aux entraînements, à la reprise ou la mémorisation et se délestent de ces étapes de l'apprentissage en prescrivant un volume de travail à la maison qu'ils jugent raisonnable.

Je précise, pour finir, que ce sujet est néanmoins clivant y compris chez les parents. En effet, il me semble que la PEEP est plutôt favorable aux devoirs à la maison alors que la FCPE y est opposée. J'ai personnellement entendu des parents se plaindre du temps que leur coûtait le suivi des devoirs. Mais ces mêmes parents sont aussi les premiers à réclamer du travail à la maison. Pour beaucoup, même s'ils sont sources de conflit, de tension, d'énervement, les devoirs restent une passerelle avec l'école. J'en viens logiquement à la seconde question.

[Réponse à la deuxième question]

[Première partie de la question : les « risques »]

Quels sont les conséquences de cette pratique qui perdure ?

Le texte 3 précise en quoi ce travail à la maison pose souci à certains parents : c'est une contrainte quotidienne chronophage et fastidieuse, ils peuvent se sentir eux-mêmes en « difficulté » face à ce qui est demandé, les devoirs sont potentiellement une source de conflits entre parents et enfants, les parents risquent de ne pas parvenir à se maîtriser en cas de non réussite.

Un risque ébauché par Meirieu serait en quelque sorte d'externaliser l'apprentissage vers les familles qui savent plus ou moins bien faire ou vers des structures parascolaires alors que c'est la mission première de l'école.

De ce fait, la pratique des devoirs à la maison écorne le principe d'égalité des chances. Ceci est rappelé par deux premiers textes et par le quatrième. Face aux devoirs, les familles ne luttent pas à armes égales. En effet, certaines auront plus les moyens pour pourvoir des cours particuliers, d'acheter du matériel parascolaire. D'autres, maîtrisant bien les attentes de l'école seront mieux à même d'aider leur enfant. Tout comme le texte 1, le HCEE pointe les dérives de la marchandisation de l'accompagnement scolaire et le fait que les familles à revenu modestes sont perdantes. Bref ce seront les familles ayant le plus de moyens ou d'acointance avec l'école qui seront favorisées d'où le rappel de Patrick Rayou : il en va de « l'équité entre les élèves de différentes classes sociales ». Cet enjeu de l'équité du système éducatif pointé par le HCCE l'amène à une prise de position claire et ferme : « le Haut Conseil considère qu'il ne faut pas tolérer plus longtemps des dérives qui entretiennent, voire creusent, les inégalités ». Meirieu va exactement dans le même sens.

Un autre argument est l'inefficacité de ce travail à la maison, les enseignants ne pouvant jouer leur rôle d'étayage. Le rapport entre l'effort consenti et le bénéfice escompté est incertain.

J'ajoute que les devoirs à la maison étant par nature suivis par les parents, non professionnels des apprentissages, Meirieu le rappelle, voire par des officines privées, il y a risque de rupture de la cohérence et de la continuité des apprentissages ce qui peut déstabiliser l'enfant qui se trouvera ballotté entre deux façons de procéder.

[Seconde partie de la question : les remédiations.]

D'où le principe énoncé clairement dans l'article du Point : les devoirs doivent se faire à l'école « encadrés par les enseignants, ou par du personnel formé ».

Avant d'aller plus loin il me semble important de rappeler, comme le fait le HCEE mais aussi le Ministère de l'éducation nationale au travers du texte 3, l'importance de la phase d'appropriation, des exercices individuels et du travail personnel dans les apprentissages, étapes que j'ai rapidement évoquées précédemment : « la régularité de l'entraînement permet de fixer les connaissances, de mémoriser ».

En effet les spécialistes considèrent que plusieurs phases se succèdent lors des apprentissages : l'acquisition d'une nouvelle connaissance ou capacité ; la mémorisation, l'entraînement et le réinvestissement afin de l'intégrer au répertoire cognitif, la réactivation régulière afin de la fixer durablement, le transfert dans une autre situation qui nécessite décontextualisation et recontextualisation de l'apprentissage du comportement ou de l'habileté et qui pose souvent problème.

La question posée n'est donc pas de savoir si on peut faire l'économie de l'ensemble de ces étapes puisqu'elles sont toutes importantes. C'est le fait que certaines phases soient reléguées à la maison qui interpelle.

Alors que le texte 3 envisage des conseils pour que les parents soient outillés pour accompagner au mieux leurs enfants, j'y reviendrai dans la dernière question, les trois autres textes sont dans une logique que je qualifierai d'abolitionniste.

Formule choc inhérente aux média, le Point envisage un objectif qualifié de « révolutionnaire » : la suppression des devoirs et même du travail à la maison. Moins radical, le HCCE émet une demande : que des clarifications explicites soient apportées par les textes d'accompagnement des programmes à propos de l'accompagnement scolaire et notamment pour la question des devoirs et des leçons à la maison afin que les enseignants s'y réfèrent et les appliquent.

Au bilan, l'idée force est que les phases d'appropriation et d'entraînement font partie de la mission de l'école et doivent se passer en classe ou en dehors de la classe mais à l'école avec des personnels compétents. On ne peut se délester de ces moments essentiels de l'apprentissage sur le travail à la maison. Le HCEE insiste sur la prise en compte à l'école et en classe des « savoir-faire, de techniques, de méthodes pour apprendre, mémoriser » à l'école : c'est bien à l'école qu'on fait apprendre à apprendre. Ainsi Meirieu pointe que c'est à l'école que l'élève doit apprendre à travailler et pose un principe intangible : « tout ce qui est proposé comme travail personnel "à la maison" doit avoir fait l'objet d'un apprentissage méthodique en classe sous le contrôle de l'enseignant ». C'est à cette seule condition que le travail à la maison « hors tutelle de l'enseignant » est acceptable dans la limite de ce qui est raisonnable en termes de temps consacré.

[Transition qui mène à la dernière question]

Nous en arrivons logiquement à la question de l'accompagnement scolaire.

[Réponse à la troisième question]

L'accompagnement scolaire doit permettre d'accompagner les élèves après les cours pour leur proposer une aide aux devoirs et aux leçons. Différents dispositifs existent.

[La présentation des différents dispositifs reprend largement les contenus du PASS Foucher sur le système éducatif. Un tel degré de précision n'est pas exigible. Selon le temps dont vous disposez, développez plus ou moins leur présentation.]

Le dispositif phare qui s'est substitué à l'aide personnalisée correspond aux APC : activités pédagogiques complémentaires. Les APC visent soit à aider les élèves lorsqu'ils rencontrent des difficultés dans leurs apprentissages, soit à les accompagner dans leur travail personnel ou leur proposer toute autre activité prévue par le projet d'école. Le conseil des maîtres propose un projet d'organisation des APC qui doit respecter une pause méridienne de durée supérieure ou égale à 1 h 30, l'accessibles à tous les élèves, la pluralité des propositions pédagogiques en fonction des besoins des élèves et des ressources disponibles, l'articulation des activités pédagogiques complémentaires entre elles et avec les activités périscolaires existantes. Après validation par l'IEN, les dispositions relatives à cette organisation sont présentées au conseil d'école pour être intégrées dans le projet d'école sous forme de fiche(s) action(s). Les communes sont informées de la répartition horaire des APC. Il s'agit bien d'accompagner méthodologiquement les élèves par les professionnels des apprentissages, ce que le HCE, la journaliste du Point et Philippe Meirieu préconisaient.

Je peux aussi mentionner deux autres dispositifs qui relèvent de la même logique : mettre à disposition des familles les enseignants hors temps scolaire.

Des stages de remise à niveau sont organisés durant les vacances scolaires. Ce dispositif est plus particulièrement destiné aux élèves en difficulté de CE1, CM1 et CM2 qui en ont besoin qui peuvent suivre des stages gratuits de remise à niveau

pendant les vacances scolaires. De mémoire il me semble que des sessions d'une semaine sont organisées au printemps, début juillet et fin août. Ces stages durent cinq jours, à raison de 3 heures d'enseignement quotidien. Ils permettent une remise à niveau dans les matières fondamentales : français et mathématiques. Ils ont lieu dans les écoles. Des groupes de cinq ou six élèves sont constitués. À la fin du stage, l'évaluation des progrès de chaque élève est transmise à l'enseignant de la classe et aux familles. Les enseignants volontaires du premier degré animent ces stages et en définissent le contenu en fonction des besoins de chaque élève.

Je finis par l'accompagnement éducatif proposé aux élèves du CP au CM2 dans les écoles élémentaires de l'éducation prioritaire organisé tout au long de l'année. C'est un temps passerelle entre l'école et la famille. Quatre domaines éducatifs sont proposés : aide aux devoirs et aux leçons, pratique sportive, pratique artistique et culturelle, renforcement de la pratique orale de l'anglais. En fait ce dispositif se téléscopie avec les APC. Il continue à se déployer au collège mais est moins d'actualité à l'école.

Enfin, même s'il ne s'agit pas à proprement dit d'un dispositif, les parents ont vocations à accompagner leurs enfants dans leur travail. Le texte 3 propose quelques règles de bon sens pour optimiser ceci : mettre en place un cadre structurant le travail à la maison, ne pas entrer dans une logique de surcharge, de surenchère et ne pas ajouter de travail à ce qui est demandé par l'enseignant, veiller à faire percevoir à l'enfant la cohérence entre le travail scolaire et le travail à la maison. D'où la nécessité d'une concertation et d'une collaboration entre parents et enseignants pour lever les incompréhensions, les implicites et échanger entre parents et enseignants en veillant user de bienveillance, d'une attitude positive, à rassurer, dédramatiser et notamment reconnaître le droit à l'erreur.

[Conclusion]

En conclusion, les enseignants se doivent de ne négliger aucune phase d'apprentissage notamment ce qui suit l'acquisition d'une nouvelle notion ou capacité. Ils doivent outiller l'élève à apprendre et notamment comment mémoriser et réinvestir ce qu'il a appris. Cantonner ces étapes au travail à la maison est contre-productif et anti-pédagogique. Tout ne pouvant se faire en classe durant le temps scolaire, la logique actuelle est de développer l'accompagnement scolaire encadré par des professionnels.

Néanmoins il est utile de rappeler que les parents sont membres à part entière de la communauté éducative. A ce titre, il n'est pas illégitime de les associer au travail scolaire de leur enfant. Il est logique que l'enseignant les associe en leur expliquant sa façon de procéder, dans une logique de partenariat, construisant avec eux les modalités d'une aide efficace à la maison.

➤ Entretien

Nous vous proposons un entretien fictif possible entre les membres du jury et le(la) candidat(e). Il est bien entendu que dans le cadre du concours d'autres directions pourraient être choisies et que le contenu de l'exposé ainsi que des réponses lors de l'entretien détermine largement l'enchaînement des questions.

- **Questions susceptibles d'être posées par le jury et éléments de réponse**

Je reviens sur votre conclusion. Vous indiquez à juste titre l'importance d'une relation de partenariat avec les parents. Pouvez-vous nous expliquer quelle place l'école fait-elle aux parents ?

Reprendre les éléments importants de la fiche 11.

Comment caractériseriez-vous la notion de co-éducation.

Reprendre les grandes lignes de la troisième question du sujet 1 et de l'Info + de la fiche 11 portant sur la co-éducation.

Que pensez-vous des propos de Meirieu dans son point 5 ?

Meirieu pense que si les parents sont tellement demandeurs de devoirs à la maison cela traduit un « déficit d'outils et de situations de communication » et un échec de la co-éducation. Je suis assez d'accord avec ce point de vue et il me semble que la construction d'un partenariat peut passer par de nombreuses autres modalités que simplement le suivi du travail scolaire. Co-éduquer veut dire construire ensemble et tout en reconnaissant des spécificités de chacun des partenaires, œuvrer dans un sens commun.

On observe en France une demande importante de scolarisation précoce de la part des parents. Quelles peuvent être leurs motivations ?

Des motivations pédagogiques : donner le maximum de chances de réussite à l'enfant.

Des motivations économiques : le manque de place en crèche, la difficulté à trouver une assistante maternelle.

Des motivations pratiques : si un frère ou une sœur fréquente déjà l'école...

L'école doit-elle s'adapter aux demandes sociales, économiques ?

Pour certains, l'école est un prestataire de service, d'autres défendent sa totale indépendance face à ces demandes considérées comme des pressions. **Il s'agit d'explicitement votre propre conception d'un Service Public. Dans tous les cas, la réponse est à nuancer :** l'école ne doit pas être indifférente aux impératifs socio-économiques mais elle ne doit pas en être l'otage.

En quoi l'école maternelle est-elle déjà une école ? Mais quelles sont ses spécificités par rapport à l'école primaire ?

L'école maternelle est une école de plein exercice ni halte-garderie, ni crèche, avec un programme et les mêmes enseignants. La maternelle est une spécificité française dans le sens où c'est un lieu de premiers apprentissages totalement intégré à l'école primaire. Mais on y apprend différemment et l'école maternelle ne doit pas être une école pré-primaire. Elle ne doit pas se calquer sur l'école élémentaire.

Que voulez-vous dire par « on y apprend différemment » ?

Maternelle = apprentissages plus implicites (passant beaucoup par le jeu) moins formalisés ; élémentaire = apprentissages explicites, formalisés + apprendre à apprendre (métacognition).

L'objectif général de l'école maternelle est de développer toutes les possibilités de l'enfant, afin de lui permettre de former sa personnalité et de lui donner les meilleures chances de réussir à l'école élémentaire et dans la vie en le préparant aux apprentissages ultérieurs.

Quelle est la place de la grande section ? À quoi sert cette classe ?

Elle vise à consolider les apprentissages premiers (vivre ensemble, découverte du monde, motricité, langage, acculturation à l'écrit, graphisme...) et à assurer la transition entre la maternelle et l'élémentaire. Jusqu'à récemment la grande section

étaient rattachée à la fois à la maternelle et au cycle 2. Depuis la réforme des cycles de 2013, elle fait désormais partie du cycle 1.

Le passage à l'école élémentaire est souvent très difficile. Pourquoi ?

Ruptures de lieux, d'organisation de la scolarité, de statut de l'élève, d'objectifs et de méthodes de travail. [À développer]

Comment assurer au mieux la transition ?

Assurer la continuité des méthodes, cohérence des terminologies employées, continuité des objets d'apprentissage ; faire découvrir à l'élève l'organisation et les spécificités de l'école qu'il va gagner... [À développer]

[A ce stade de nombreuses questions sur la maternelle peuvent être envisagées. On pourrait vous questionner sur la socialisation et le vivre ensemble, l'autonomie, les apprentissages à la maternelle, son rôle dans l'entrée dans l'écrit, les qualités d'un enseignant en maternelle... Une comparaison avec d'autres pays européens peut s'intégrer à ceci.]

Connaissez-vous d'autres modèles que l'école maternelle pour prendre en charge les 3/6ans ? Partez d'exemples européens.

Le jardin d'enfant est un lieu de socialisation avec des activités de type ludique, des objectifs communs mais sans que les tout premiers savoirs ne soient autant structurés et programmés que pour la maternelle.

C'est le modèle du Kindergarten en Allemagne qu'on retrouve au Danemark, en Finlande, en Suède.

Quel modèle est le meilleur ?

L'école maternelle française fait figure de pionnière. Son rayonnement est indéniable dans le monde. Mais depuis une vingtaine d'années, l'école maternelle fait l'objet de débats voire de critiques. Mais elle a été soumise à des critiques ou des réserves qu'inspire Son fonctionnement en tant qu'école précoce de plein exercice inspire des réserves face aux dérives d'une « pré-élémentarisation » peu compatible avec le degré de développement d'enfants de cet âge. Sont pointées des méthodes pédagogiques qui ne se distinguent pas assez de celles employées à l'école élémentaire, alors que l'école maternelle doit se distinguer de l'école élémentaire par la pédagogie qu'elle met en œuvre comme dit précédemment.

Quels sont les grands modèles de systèmes éducatifs en Europe ?

Puisez parmi les informations du tableau suivant :

Type d'école	Ecole unique	Ecole du tronc commun		Ecole des filières
Exemples	Danemark, Finlande, Norvège, Suède. ⇒ « Le type scandinave »	Angleterre, Ecosse, Pays de Galle. ⇒ « le type anglo-saxon »	Espagne, France, Grèce, Italie, Portugal ⇒ « le type méditerranéen »	Allemagne, Autriche, Belgique, Irlande, Pays bas, Luxembourg ⇒ « le type germanique »
Organisation	Même structure d'accueil de 6/7 à 15/16 ans et donc, pas de rupture primaire/seconde	Transition entre primaire et secondaire mais rejet du système des filières trop précoce		Primaire pendant 4 ans. Puis orientation précoce vers des filières sélectives
Sélection déterminante	15 – 17 ans	14 à 16 ans	14 à 16 ans	10/11 ans

Ce qui est privilégié	L'égalité stricte ; l'épanouissement individuel.	Une égalité relative ; l'épanouissement individuel.	L'acquisition de connaissances, l'accès de tous aux savoirs de base fondement de l'autonomie intellectuelle et base de la sélection sociale.	L'insertion sociale et professionnelle, l'épanouissement individuel résultant d'une bonne orientation.
-----------------------	--	---	--	--

Concernant la décentralisation des systèmes ? Quelles grandes tendances observe-t-on en Europe ?

Le Nord est globalement décentralisé, le Sud centralisé mais tend depuis peu à se déconcentrer. La France s'inscrit dans cette logique avec un centralisme fort, teinté de velléités décentralisatrices en matière de gestion.

Comment expliquer ces différences ?

Plusieurs explications à cet état de fait peuvent être évoquées : les traditions politiques, le retard à combler dans les pays méditerranéens et latins en termes d'éducation qui semblait nécessiter une planification centralisée et directive...

Dispose-t-on de dispositifs précis de comparaison des différents systèmes à l'échelle européenne ?

Le dispositif PISA permet de comparer les performances des élèves dans différentes disciplines.

Quelle conclusion peut-on tirer des dernières études PISA concernant la France ?

La France est tout juste dans la moyenne des pays participant voire légèrement en dessous. Les résultats de la France ont baissé. D'autre part, on constate que les très bons ou bons élèves ont progressé alors que les élèves en difficulté ont chuté et que c'est ceci qui abaisse le résultat global de la France. Bref les écarts se sont creusés et la France devient un des pays les plus inégalitaires.

Peut-on parler d'une politique commune d'éducation en Europe ?

C'est encore un peu ambitieux de parler de politique commune. Cependant de nombreuses initiatives pour harmoniser les cursus (comme à l'université pour le LMD et favoriser les échanges ont vu le jour (Erasmus, Socrate, Lingua, Comenius...). Les équivalences de diplômes sont renforcées. Les citoyens européens peuvent enseigner dans un autre pays. Différents sommets ont pointé l'objectif de bâtir une « économie de la connaissance » et ont édicté des priorités.

[Une fois ce volet « comparaison des systèmes éducatifs », le jury peut revenir à une autre thématique comme par exemple la pédagogie et les apprentissages.]

Vous avez plusieurs fois indiqué que l'enseignant est un professionnel des apprentissages. Quelle est sa marge de liberté et quelles sont ses contraintes ?

Il a le choix de la pédagogie mise en œuvre, des méthodes qu'il utilise, dès lors qu'il respecte les programmes et les injonctions du ministère. D'ailleurs, les programmes 2008 insistent sur sa liberté pédagogique. [A développer en utilisant vos propres exemples]

On peut considérer qu'il existe de grands modèles d'apprentissage. Pouvez-vous nous expliquer en quoi consistent-ils ?

Puisez parmi les informations du tableau suivant :

Apprentissage	Rôle du maître :	Rôle de l'élève :	Méthode
---------------	------------------	-------------------	---------

par :			
Transmission	Exposer clairement le savoir, proposer des exercices, évaluer.	Attentif : écoute, note, restitue et assimile	Transmissive dite traditionnelle
Construction du savoir	Proposer des situations problème	Actif : élaborer les outils	Constructiviste dite active
Conditionnement	Cloisonner le savoir en objectifs simples, proposer des exercices pour automatiser la compétence	Actif mais fort guidage	Béhavioriste

Savez-vous à quel type de pédagogie sont rattachés les « Quoi de neuf », les « conseils de classe » ?

La pédagogie institutionnelle inspirée du mouvement Freinet.

Qu'est-ce qu'une situation problème ?

L'élève bute sur un obstacle et doit développer un outil de résolution.

[Dès lors, toutes les notions développées fiche 12 (constructivisme, socioconstructivisme, conflit cognitif ou sociocognitif, ...) pourraient être abordées. On pourrait aussi vous faire revenir sur la notion d'étayage mentionnée dans l'exposé...]

Quelle est le statut administratif du professeur des écoles ?

C'est un fonctionnaire dans un Service Public.

Quelles sont les prérogatives liées à ce statut ?

Des droits : liberté d'opinion, de penser, non-discrimination sexiste raciale, droit à une rémunération, à une couverture sociale, à une protection contre les menaces dans l'exercice de ses fonctions, droit de se syndiquer, de manifester, de grève...

Des devoirs : respect des lois de la République, des textes réglementaires, des valeurs liées à la laïcité, devoir de neutralité, de réserve, de secret professionnel, obligation d'obéissance hiérarchique...

Le directeur d'école est-il le supérieur hiérarchique du professeur des écoles ?

Non, c'est l'Inspecteur de l'Education Nationale (IEN)

L'état délègue au professeur des écoles des responsabilités. Lesquelles ?

Accueil des enfants en leur garantissant sécurité physique, morale, affective ; Transmission de connaissances fixée par l'institution ; Education des enfants dans le respect des valeurs de la République. + Responsabilité dans la gestion du matériel, les relations humaines (élèves, enseignants, parents, autres partenaires).

Que signifie pour vous ce mot responsabilité ?

Le responsable est celui qui répond d'un autre, celui dont il se porte garant. La responsabilité engage un tiers.

Plusieurs dimensions :

- Responsabilité juridique : justiciable d'une loi, sanctionnée par le droit et donc institutionnalisée et socialisée ;
- responsabilité morale : justiciable eut égard à son éthique personnelle (je me sens responsable de) et donc liée à sa propre conscience.

La dernière forme relève de l'investigation philosophique.

Que se passe-t-il lorsque le fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions est attaqué en justice ?

Il est couvert par l'Etat lorsqu'il est attaqué au civil. C'est l'Etat qui sera tenu pour responsable mais avec la possibilité de se retourner contre l'enseignant et de le sanctionner.

Quels sont les différents types de droits s'appliquant au professeur des écoles ?

- Droit civil : réparer le dommage causé (couvert par l'institution dans l'exercice de sa fonction).
- Droit pénal : soumis aux lois de la République y compris au sein de l'école
- Droit administratif : soumis à la juridiction de l'administration.

Pour plus de détails, consulter le PASS Foucher sur le système éducatif, fiche 12.

[La discussion pourrait s'achever sur les missions du professeur des écoles, sur les valeurs, la laïcité. De même des questions d'ordre philosophiques peuvent être posées (autorité, définition de l'éducation, quelques références aux philosophes de l'éducation...)]